

Avignon, le 30 octobre 2003

OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement.
NATUREX. Site d'Agroparc - B.P. 1218
84911 AVIGNON CEDEX 9.
Demande d'instruction d'extension. Rapport au Conseil
Départemental d'Hygiène.

RÉFÉRENCE : Transmissions de la Préfecture de Vaucluse des 13, 19 et 27 juin,
2 et 9 juillet, 5, 8, et 20 août, 25 septembre 2003, 1^{er} octobre 2003.

RÉSUMÉ : La Société NATUREX exploite depuis 1993, sur le site d'Agroparc à
AVIGNON, une unité de production d'extraits végétaux (arômes,
colorants) pour les industries alimentaires et nutraceutiques. De
par les procédés employés : extraction en phase vapeur et solvant,
le site est soumis à autorisation.

Cette Société en expansion, compte faire une extension sur
1.300 m² au sol, afin de mieux gérer ses stockages et développer
son activité de séchage par atomisation : ce projet de 2,5 M €, bien
qu'il ne porte que sur des activités soumises à déclaration, a été
considéré comme notable par l'inspection.

RAPPORT DE L'INSPECTEUR

DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par transmission citée en référence, Monsieur le Préfet de Vaucluse nous
communiqua pour établissement du rapport de synthèse, les résultats de l'enquête
publique et les avis des Services et des collectivités, concernant la demande
présentée par la Société NATUREX visant à l'extension de son établissement situé à
Montfavet, sur le site d'Agroparc.

I/ SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE ACTUEL ET DU PROJET

La Société NATUREX exploite une installation classée soumise à autorisation sous la rubrique n° 1433 de la nomenclature (installations d'emploi de liquides inflammables).

Le fonctionnement de l'usine régulièrement autorisée en 1993, est régi actuellement par l'arrêté préfectoral n°2387 du 2 septembre 1999.

Le projet d'agrandissement des locaux de stockage et d'exploitation, bien qu'il ne porte que sur des activités soumises à simple déclaration a été considéré comme notable par l'inspection, justifiant de ce fait, une nouvelle procédure d'autorisation, en application de l'article 20 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977.

L'exploitant a déposé une demande d'autorisation en date du 5 mai 2003 : les documents fournis par le pétitionnaire ont permis, à l'inspection dans son rapport du 9 mai 2003, de considérer le dossier comme recevable ce qui a autorisé à engager son instruction, conformément au titre 1^{er} du décret susvisé.

III/ ENQUÊTE PUBLIQUE

L'enquête publique s'est déroulée du 23 juin au 24 juillet 2003 sur la commune d'Avignon : elle a été marquée par son caractère polémique.

Des pétitions pour et contre ont été remises, six registres d'enquête ont été remplis. Les interventions défavorables visent plus le déplacement de l'usine que le projet d'extension.

Sur le projet, les oppositions portent sur le respect du règlement d'urbanisme, les bruits et les odeurs (jugés supportables par le Commissaire enquêteur qui s'est rendu à 4 reprises sur le site) ; une majorité d'intervenants s'est prononcée en faveur du projet qui assure un développement économique local.

Vu les engagements de NATUREX dans son dossier et son mémoire en réponse (signalisation et plan de circulation, déplacement et insonorisation du broyeur, filtres à manche sur l'atomisation, réduction des émissions de solvants, contrôles bruit et information du voisinage, respect de la demande de permis de construire) et sous réserve de la vérification de ces engagements, le Commissaire enquêteur émet un avis favorable sur la demande de la Société NATUREX, le 12/09/2003.

III/ AVIS DES CONSEILS MUNICIPAUX

Vu le rayon d'enquête de 2 km, 2 communes ont été appelées à donner leur avis sur ce projet : Avignon et Morières les Avignon.

- MORIÈRES LES AVIGNON : Par délibération du 25 juin 2003, le Conseil Municipal de Morières les avignon a émis un avis défavorable à l'unanimité, sans autre motivation,
- AVIGNON : la ville d'Avignon n'a pas transmis d'avis, à ce jour, sur ce projet.

IV/ AVIS DES SERVICES

- INAO : l'Institut National des Appellations d'Origine, par lettre du 10 juin 2003 n'émet pas d'objection à l'encontre de ce projet, le site étant en dehors de toute aire d'Appellation d'Origine Contrôlée.
- DDTEFP : La Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, par courrier en date du 16 juin 2003, attire l'attention sur la nécessité pour l'établissement à se conformer dans les plus brefs délais à la réglementation relative aux risques chimique, cancérigène et toxique (document unique) et à faire fonctionner de manière plus active son CHSCT.

Elle émet un avis favorable sous ces réserves.

- ABDF : Le Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine de Vaucluse, par courrier du 24 juin 2003, précise qu'aucune servitude relative à la protection des monuments historiques et à celle des sites ne grève ces terrains. Sous réserve de l'observation du droit des sols, il n'a pas d'observation à émettre sur ce projet.
- DRAC : La Direction Régionale des Affaires culturelles, par lettre du 4 juillet 2003, préconise de rappeler au pétitionnaire que toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie doit être déclarée sans délai au maire.
- SDIS : Le Service Départemental d'Incendie et de Secours, dans son courrier du 28 juillet 2003, prend acte des moyens de défense incendie extérieure en place, confirme les scénarios "incendie" et "explosion" avec des distances d'effet respectives de 26 et 17 m, et préconise des dispositions visant à réduire la provenance d'un sinistre et sa propagation rapide ainsi que les moyens de secours à mettre en place.

Cet avis a été complété le 14 octobre pour tenir compte de la mise en place projetée d'un mur coupe feu 2 h entre le nouvel entrepôt projeté et les bâtiments existants.

- DDAF : La Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, dans son courrier du 4 août, souhaite des informations complémentaires sur la gestion des eaux pluviales et le traitement des déchets végétaux et dans l'attente émet un avis réservé. Ces éléments lui ayant été transmis, cette direction par lettre du 26 septembre 2003 prend acte des dispositions projetées ou appliquées et n'émet plus de réserve particulière sur ce dossier. Elle souhaite être informée sur tout projet de modification de filière de compostage.
- DDASS : La Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par lettre du 13 août 2003 a émis un avis favorable sur ce dossier sous réserve :
 - de la mise en œuvre d'un prétraitement des rejets liquides permettant de respecter les termes de la nouvelle convention de rejet dans le réseau public et de limiter les problèmes de nuisances olfactives sur le réseau,
 - de l'installation de dispositifs de réduction d'émissions de COV dont les objectifs et les délais de réalisation seront précisés dans l'arrêté préfectoral.
- CHSCT : Le Comité d'Hygiène et de Sécurité de NATUREX a examiné le projet d'extension (création de laboratoire - entrepôt de stockage et atelier de séchage) qui devrait constituer une amélioration des conditions de travail en facilitant la manutention et la circulation sur le site. Par procès-verbal du 20 juin 2003, le CHSCT s'est déclaré favorable au projet.
- AVIS non émis :

A ce jour, la DIREN, la D.D.E. et la MISE n'ont pas émis d'avis sur ce projet.

VI/ PRISE EN COMPTE DES RÉSERVES ET OBSERVATIONS

Les réserves et observations ont été prises en compte dans les prescriptions du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

VII/ AVIS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

La Société NATUREX est autorisée à exploiter une unité d'extraction d'arômes et de colorants à base d'extraits végétaux, sur le site d'Agroparc à Avignon depuis 1993 : en 2002, sa production a été de 1.400 t pour un effectif de 65 personnes.

Outre le site d'Avignon, cette Société est implantée au Maroc et aux USA : elle emploie globalement 150 personnes et réalise 85 % de son chiffre d'affaires à l'exportation.

Implantée en zone industrielle, sur 16.500 m², la surface couverte existante est de 2.000 m² ; l'extension projetée sur 1.300 m² couverts porte sur :

- un entrepôt de 530 m² avec 2 quais de chargement qui permettra de ne plus faire de stockages en extérieur (360 t de produits combustibles - pas d'inflammables),
- un atelier de séchage équipé notamment d'une tour de séchage (Ø 3 m - hauteur : 6 m),
- un bâtiment de bureaux, maintenance et préparation des commandes. Les activités "broyage" et "pressage" doivent être déplacées et mieux aménagées (bruit),
- des nouvelles surfaces de parking au nord du site actuel qui permettent de mieux gérer la circulation des véhicules desservant l'usine.

Plaintes - Améliorations prévues sur l'activité existante

Les activités existantes ont fait l'objet de plaintes récurrentes pour des problèmes de bruit et d'émanations d'odeurs.

Les derniers contrôles effectués sur ces 2 points sont satisfaisants.

L'environnement de cet établissement est à noter cependant : situé en zone d'activité sur le site d'Agroparc, son premier voisin La Ferme des Broquetons est limitrophe à l'est, l'Hôpital Psychiatrique de Montfavet est à 100 m au sud et des lotissements se sont développés à 100 m à l'est et au nord.

Ceci peut expliquer le caractère polémique de l'enquête publique (plus de 1.000 signatures dont une majorité de favorables) et l'intervention d'Associations : Montfavet Environnement - Avignon Demain - Avenir.....

Face à cela, l'industriel a pris des mesures : externalisation des fabrications les plus odorantes et fait faire des contrôles (bruit et odeurs).

Les engagements pris par l'industriel dans le cadre du projet d'extension (déplacement et insonorisation du broyage - plan de circulation - plus de stockage extérieur - réduction des rejets de solvant - plantations...) devraient encore améliorer cette situation.

Projet d'extension

Le projet d'extension porte sur des activités soumises à simple déclaration : vu le contexte exposé ci-avant, l'inspection a cependant estimé que les modifications projetées devaient faire l'objet d'une demande d'autorisation soumise à enquête publique et avis des Services.

L'impact potentiel des nouvelles activités projetées (entrepôt - atomisation) sont essentiellement les risques d'incendie et d'explosion, outre les rejets de poussières.

Les dispositions prévues par le pétitionnaire, préconisées par les Services ou prescrites dans le projet d'arrêté préfectoral ci-joint doivent permettre de limiter au mieux ces risques et nuisances.

Le projet d'extension de cet établissement, qui répond à un besoin d'expansion de la Société NATUREX doit permettre de mieux gérer le site actuel : aussi l'inspection est favorable à la demande déposée par le pétitionnaire sous réserve qu'il mette en œuvre les engagements qu'il a pris et qu'il respecte le projet de prescriptions.

Par courrier du 24 octobre 2003, la Société NATUREX nous a fait part de son intention de s'engager dans la démarche de certification ISO 14001 dès avril 2004, une fois achevée sa certification qualité ISO 9000 - version 2000.

VII/ CONCLUSION

La Société NATUREX a sollicité une autorisation en vue d'étendre et de restructurer ses activités sur son site de l'Agroparc à Avignon.

Soumise à enquête publique et avis des Services et des collectivités, cette demande a suscité nombre d'observations et de remarques.

Celles formulées dans le cadre de la demande d'extension et les renseignements tirés des conditions d'exploitation du site actuel ont permis de définir les conditions dans lesquelles un tel site pouvait être autorisé en assurant un impact minimum vis-à-vis de l'environnement et en tenant compte du contexte particulier de l'Agroparc et du voisinage existant.

Ces mesures portent en particulier sur :

- la limitation du tonnage de matières combustibles stockées à 510 t,
- la réduction et le contrôle des émissions de COV,
- l'insonorisation des activités bruyantes (broyage, pressage...),
- le prétraitement des rejets aqueux avant raccordement au réseau,
- la mise en place de sécurités et d'extinction automatique sur le nouvel atelier de séchage,
- le traitement des émissions de poussières, notamment au niveau des tours d'atomisation,
- la gestion et le traitement des eaux pluviales ; la mise en place d'un bassin de récupération des "eaux incendies",
- le renforcement du dispositif de surveillance des eaux de nappe au droit du site,
- la clôture du site - un plan de circulation - la suppression des stockages en vrac extérieurs et le renforcement des écrans végétaux.

Prenant en compte l'ensemble de ces mesures qui sont précisées dans les prescriptions du projet d'arrêté préfectoral ci-joint, nous proposons au Conseil Départemental d'Hygiène d'émettre un avis favorable sur cette demande d'extension déposée par la Société NATUREX sous réserve du strict respect de ces prescriptions.

Nous adressons le présent rapport à Monsieur le Préfet de Vaucluse, Direction des Relations avec les Collectivités Locales et de l'Environnement, Bureau de l'Environnement et des Affaires Foncières, comme suite à ses bordereaux d'envois rappelés en référence.

L'Inspecteur des Installations Classées,